



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Quels-pays-voudraient-rejoindre-le>

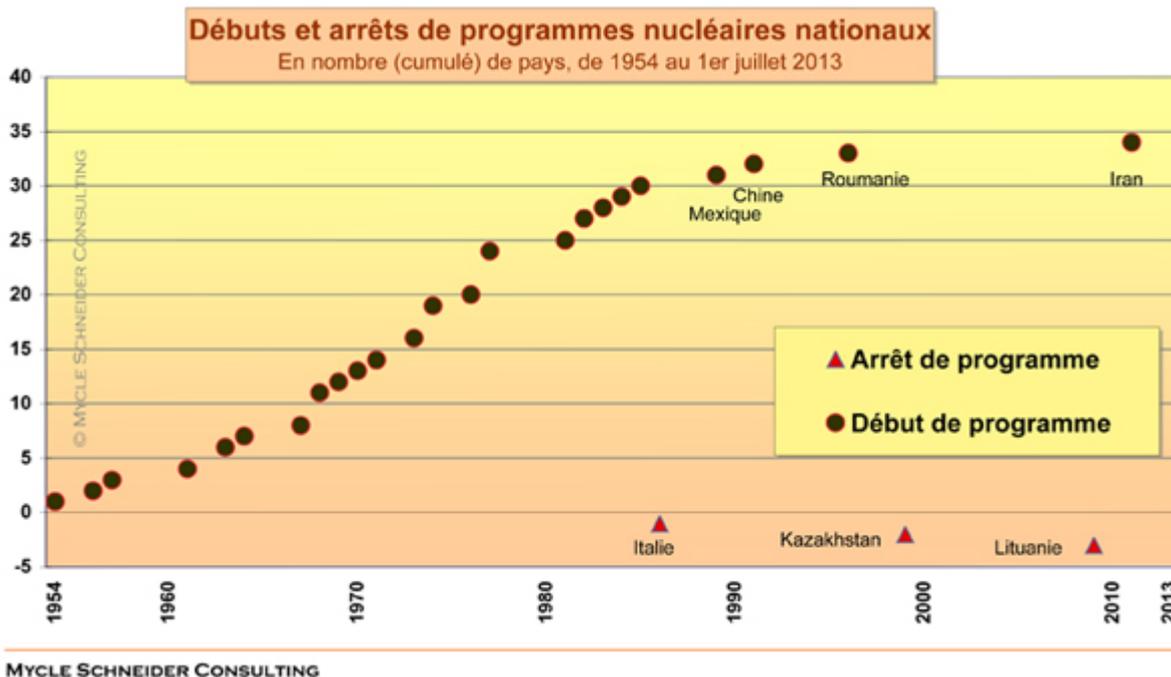
Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Nucléaire : la renaissance à l'envers > **Quels pays voudraient rejoindre le club nucléaire ?**

22 octobre 2013

## Quels pays voudraient rejoindre le club nucléaire ?

Si la Renaissance nucléaire n'a jamais vu le jour, en 2013 quelques pays cherchent néanmoins à rejoindre le club nucléaire.



Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), trois pays qui ne produisent pas d'électricité nucléaire ont commandé des réacteurs : les Émirats Arabes Unis, la Turquie et le Bélarus.

En 2009, trois sociétés ont été retenues à l'appel d'offres des Émirats Arabes Unis : Areva avec GDF-Suez, EDF et Total, qui proposaient des EPR, GE-Hitachi, qui proposaient des ABWR, et un consortium sud-coréen qui proposait des APR1400. Ce sont les Sud-Coréens qui ont été retenus, au grand désarroi des industriels français. Reste à savoir si le chantier de Barrakah respectera les 20 milliards de dollars prévus. Certaines sources considèrent qu'on s'achemine plutôt maintenant vers un chiffre

de 40 milliards de dollars.

La question de l'énergie nucléaire est débattue en Turquie depuis les années 1970 et une opposition importante s'est développée dans certaines régions. Le projet le plus avancé est celui d'Akkuyu, pour 4 réacteurs de technologie russe. Par ailleurs, en mai 2013, un accord intergouvernemental a été signé entre le Japon et la Turquie pour la construction de la centrale de Sinop. Le consortium mené par le Japon, qui compte GDF-Suez dans ses rangs, a choisi le réacteur ATMEA d'Areva, un modèle qui n'existe encore que sur le papier. L'essentiel du projet - s'il voit jamais le jour - sera financé par le NEXI (Nippon Export and Investment Insurance) et son homologue français, la COFACE.

Pour le Bélarus, le pays le plus gravement affecté par la catastrophe de Tchernobyl, c'est là encore le pays exportateur, la Russie, qui devrait prêter l'argent nécessaire à la construction de deux réacteurs. Les travaux ont démarré mais l'opposition se développe dans la population.

D'autres projets sont en cours de discussion avec le Bangladesh et le Vietnam (technologie soviétique). Le programme polonais a, quant à lui, déjà été repoussé à plusieurs reprises. Quant au projet lituanien de Visaginas, il est très compromis depuis qu'un référendum national consultatif s'est prononcé à une majorité de 62 % contre le recours au nucléaire.